

« Nord-Sud : ensemble face à la mondialisation financière, quel développement ? »

Module coorganisé par la Plate-forme Dette & Développement,
l'Aitec, le CCFD et Oxfam France-Agir ici

Matinée 1 :

« L'échec du tout marché comme moteur du développement : quelles nouvelles perspectives d'action de solidarité internationale ? »

¹Olivier Blamangin (CGT) -« L'échec des institutions financières internationales »

Les institutions financières internationales connaissent une crise sans précédent. Il s'agit d'une triple crise: crise de légitimité, crise budgétaire et crise d'utilité. C'est le résultat d'un certain nombre d'échecs cumulés au cours des vingt dernières années sur leurs mandats fondamentaux :

- Financer le développement pour la Banque Mondiale
- Assurer la stabilité financière internationale pour le Fonds monétaire international.

Le besoin de nouveaux modes de régulation collectifs est de plus en plus largement admis sans pour l'instant se cristalliser sur des propositions pratiques. Au niveau international, un mouvement remettant plus radicalement en cause les modèles de développement portés par les IFI se fait sentir. Cette prise de conscience s'est accélérée avec l'irruption de la crise alimentaire mondiale et une perception plus aiguë des risques écologiques majeurs.

Le FMI a échoué à maintenir la stabilité financière (Mexique en 1994, puis Asie, Russie...).

Les IFI ont échoué dans la prévention et la gestion des crises d'endettement.

Les allègements de dette n'ont qu'un impact limité.

Un nouveau cycle d'endettement est prévisible (nouveaux bailleurs, augmentation des prix des matières premières, absence de coordination, etc. Le FMI est incapable de prévenir les nouveaux cycles de réendettement face aux nouveaux prêteurs chinois et aux fonds souverains)

La réforme des IFI a également échoué

Le régime censitaire sur lequel fonctionnent les IFI ne correspond plus à la réalité du monde : Droit de veto de fait des Etats-Unis, sous-représentation du Sud en général et des pays émergents en particulier, sur-représentation européenne.

Les remboursements anticipés (Brésil, Argentine d'abord puis le mouvement s'est amplifié) et la montée des réserves de change témoignent d'une défiance généralisée vis-à-vis du Fonds monétaire international et des mécanismes internationaux de prévention des crises. Le fossé se creuse entre les pays émergents qui peuvent « acheter leur liberté » et s'affranchir des conditionalités d'une part et la plupart des pays très pauvres, toujours fortement endettés et dépendants du Fonds monétaire d'autre part.

Quelques éléments pour le débat :

Il y a des problèmes d'architecture financière internationale et la gouvernance financière internationale est de plus en plus éclatée. Le FMI est-il préférable à des institutions régionales ? C'est encore mieux que le bilatéralisme. N'y a-t-il de véritable logique multilatérale que dans un cadre régional ? Les rapports de force restent importants au niveau régional (privés et publics de grands États), le fonds asiatique risquant par exemple de devenir l'outil de domination de la Chine.

Amélie Canonne (réseau Seattle to Brussels / S2B) -

« La problématique commerciale et ses relations avec le développement »

Le libre-échange et la construction d'un marché commercial mondial sont des piliers des modèles de développement proposés par l'occident aux pays en développement depuis la fin de la seconde guerre mondiale et les indépendances, alors que mêmes piliers n'ont pas été pratiqués de façon univoque par ces mêmes puissances économiques occidentales, ni par les pays dits aujourd'hui émergents, qui ont développé des stratégies beaucoup plus subtiles de développement.

A partir des années 1980 on entre dans la période de l'ajustement structurel. Cela implique des changements avec des conditionnalités économiques et financières très fortes imposées en échange des financements internationaux. Mais l'extraversion commerciale de la plupart des pays du Sud n'est pas remise en cause : libéralisation commerciale, démantèlement des barrières tarifaires et non-tarifaires qui protègent encore certains pans des économies en développement... La vague de libéralisation va être encore plus rapide et intense dans les pays dont les gouvernements ont une capacité/volonté de résistance moins grande.

Nous sommes encore dans cette phase sur le plan commercial, et cela même si l'ajustement structurel a changé d'appellation et de formes. Il faut donc bien saisir que l'Afrique, dans toute cette période, n'est pas en marge de la mondialisation des échanges : elle l'est sous la forme d'une spécialisation primaire et de l'extraversion commerciale

Plusieurs cycles (GATT puis OMC) se succèdent pour approfondir les négociations commerciales. Ces cycles de négociations sont organisés pour construire les réglementations commerciales les plus favorables aux pays riches : à l'OMC c'est celui qui est en position de force qui remporte les négociations. Les négociations commerciales du GATT n'ont pas été trop « dangereuses » pour les pays en développement, c'est lorsque de nouveaux champs se sont ouverts à la négociation (agriculture, services, propriété intellectuelle) et que la non-discrimination et la réciprocité ont été mises en avant face au traitement différencié que les problèmes ont commencé à surgir de manière évidente. Ces règles de réciprocité et de non-discrimination, qui fondent le système commercial multilatéral, empêchent la possibilité d'introduire des préférences liées aux besoins pour le développement.

Concernant la spécificité des relations commerciales UE-ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique): Les accords de Lomé puis de Cotonou sont appelés à être transformés en APE (Accords de partenariat économique). La logique de ces accords était de préserver des préférences pour les pays en développement afin de leur permettre de bénéficier des effets de développement apportés par l'accès aux marchés européens. Cela n'a pas fonctionné pour plusieurs raisons :

- pas d'appropriation par les pays ACP
- orientation largement agro-exportatrice
- érosion des préférences
- élévation du niveau des normes et multiplication des barrières non-tarifaires.

En conclusion :

L'accélération de l'intégration sur les marchés mondiaux n'a pas suscité le développement :

- **génération de devises**
- **recettes à l'export pour combler les déficits budgétaires mais pas de dynamique endogène et pérenne de financement du développement**
- **constitution de niches économiques**

Actuellement :

- Les relations commerciales UE-Afrique évoluent vers de nouveaux accords, les APE
- Il y a une remise en cause du multilatéral et un développement des relations bilatérales, ce qui soulève les problématiques de la régulation et de la négociation inégale
- « Global Europe » et la nouvelle approche de l'UE : La nouvelle stratégie de l'UE, publiée en 2006 sous le nom « Global Europe – *Une Europe compétitive dans une économie mondialisée* », vise à articuler libéralisation commerciale et dérégulation interne. Cette stratégie nous renvoie aux enjeux croisés des politiques commerciales Nord-Sud.

Questions/débat :

- Pour ou contre l'OMC, c'est un faux débat d'opposer les deux camps. Ce qui est clair c'est le besoin de régulation, d'outils de régulation multilatéraux. Dans ou hors OMC ? : tout ce qu'on peut gagner dans l'OMC est bon à prendre.
- Sur les initiatives régionales comme la Banque du Sud : il faut regarder par exemple le Fonds Monétaire asiatique et le poids de la Chine dedans . La régionalisation des IFI répond à des questions (intégration régionale...) mais pas à toutes (question des dominations...).
- Il faut être vigilants à ne pas monter les agriculteurs du Sud contre les agriculteurs du Nord qui sont pour certains aussi dans des situations difficiles. Il faut bien distinguer les subventions à l'exportation d'autres modes d'appui. Les subventions à l'exportation faussent les prix du marché, créent des distorsions. Par contre il ne faut pas démanteler tous les instruments de protection des agricultures occidentales

Michel Vigier (Cedetim) - « La Finance : Investissement ou Casino ? »

Depuis quelques temps, nous observons un accroissement du passage par des acteurs financiers pour obtenir de l'argent. Ce ne sont plus les banques qui financent mais les marchés financiers. Il y a explosion des dettes.

La financiarisation de l'économie crée des phénomènes de bulles et entraîne des crises financières beaucoup plus lourdes. La crise de l'endettement aux Etats-Unis est devenue préoccupante, elle témoigne de la faillite du système financier. La crise des subprimes représente entre 1000 et 1200 milliards de dollars. On peut parler de crise de la dette du Nord. C'est une dette de toute sorte mais c'est d'abord une dette immobilière. Le surendettement des pauvres américains monte vers la classe moyenne. La courbe des prix immobiliers augmente et ensuite quand on la « corrige » cela entraîne des problèmes car il y a un surendettement. Et aux Etats-Unis, quand les pauvres rendent la clé de leur maison, ce sont les banques qui paient leur dette. Cette crise du Nord renvoie à un basculement Nord-Sud. Le Nord est surendetté : les particuliers, les entreprises... Les Etats sont en crise, en déclin durable.

Alors que le Nord est sur-endetté et que la crise risque de s'accélérer –et peut-être de toucher le Sud-, il y a une accumulation du capital dans les pays émergents (Brésil, Inde, Chine, Russie). Les excédents commerciaux au « Sud » sont dûs à la rente des matières premières et du pétrole. **Le poids du pouvoir d'achat mondial des pays émergents est ainsi passé de 25 % en 1988 à 47 % en 2008. Mais une partie du Sud ne participe pas à cela** : principalement les pays sans richesse naturelle, qui ont suivi les schémas de développement du passé, ceux qu'on peut appeler le « **Quart-Monde** ».

La crise au Nord va s'aggraver car le Nord va devoir faire de plus en plus de sacrifices pour laisser de la place au Sud, qui capitalise sur ses avantages comparatifs : main d'œuvre, récupération de la rente... Cependant, il y a également un risque de spirale baissière dans les pays du Sud -ainsi que de contradictions sociales et politiques.

Ghazi Hidouci (Aitec) - « La crise des marchés : quelle analyse et quelles perspectives ? »

Une remarque préliminaire : nous sommes dans la crise d'un marché (et pas DU marché), celui que nous avons construit à partir des années 1970. Les acteurs de ce marché (entreprises multinationales, places boursières) ont des problèmes et sont en crise à court et moyen terme. Deci-delà, des solutions nouvelles apparaissent mais une résistance et des propositions cohérentes et systémiques tardent à se dessiner.

Le marché pétrolier semble extrêmement fiévreux, à environ \$140 le baril -et à la moindre mauvaise nouvelle les experts s'attendent à ce qu'il atteigne \$200. Les marchés des autres produits miniers connaissent une embellie de moindre ampleur mais tout aussi inflationniste. Les marchés des produits alimentaires s'emballent, pour d'autres raisons, ramenant le spectre de la faim des siècles précédents. Tout le monde s'accorde à penser qu'il ne s'agit pas là d'une crise économique aiguë, explicable historiquement, comme on en a déjà connues, mais de la crise du marché en tant que lieu de la régulation.

La responsabilité désignée de la situation se trouve

- dans le fonctionnement prédateur des marchés, à l'initiative des puissants réseaux mondiaux de multinationales
- dans la circulation spéculative à court terme des capitaux
- dans la dérégulation institutionnelle sous la pression de ces deux précédents acteurs.

Ne voulant rien faire sur ce front, les autorités des pays consommateurs riches tentent deux parades qui ne manquent pas de cynisme : faire payer les peuples des pays à qui la hausse des prix des matières premières bénéficie, dont essentiellement le pétrole, a rapporté de l'argent et faire payer les consommateurs du Nord. Les pays producteurs payent déjà beaucoup en demeurant subordonnés à l'usage du dollar pour leurs échanges et en plaçant leurs réserves en actifs frelatés US.

Dans cette situation les gens pensent à un autre marché, à trouver quelque chose d'alternatif au dollar. C'est la troisième étape de la fusée pour les pays du Sud. Le premier est de récupérer les rentes et le deuxième est de produire. C'est ce que les pays latino-américains ont commencé à faire depuis 3-4 ans.

La situation actuelle crée des tensions. Ceux qui étaient dominants sont arrivés à point et sont malades : stagflation, montée de la pression sociale et spirale baissière dans les pays occidentaux. Les dirigeants du Nord n'ont pas de réponses autres que les vieilles réponses.

En direction des revenus fixes mal en point au nord, les acteurs des marchés découvrent le besoin urgent de réduction de la consommation et d'augmentation des charges et des taxes pour raison écologique -qui risque d'entraîner de véritables lois d'exception moralement justifiées par la gravité de la situation. La sélection est à l'œuvre. Ici la résistance et la proposition systémique et cohérente tarde à se dessiner en dépit du climat tendu, mais ce n'est nous semble-t-il qu'une question de temps.

Michel Levante: Aujourd'hui nous sommes dans une période de mutation : le Nord est en pleine crise, la crise de la dette a changé de camp. Les acteurs sont désemparés. Le marché a pris le dessus sur les banques d'intermédiation. Le Sud émerge et donne un peu de souffle au Sud.

Il y a un rétablissement des termes de l'échange un peu désordonné mais qui va peut-être donner du souffle au développement des pays du Sud. La solidarité au Nord et au Sud doit donc se diriger vers les points focaux. Il faut inventer de nouveaux modes de consommation. On est dans la théorie de l'urgence, on nous fait des lois pour ne pas avoir peur etc. Actuellement, nous sommes invités à faire un changement de paradigme : vivre bien vs vivre mieux.

Questions/débat :

- La distinction entre vieux pays industrialisés et pays émergents n'est-elle pas obsolète ? Il y a un grand absent du débat : les multinationales.
- Si la crise financière illustre basculement des richesses au Sud, quelle action pour les acteurs de

dolidarité internationale ? et à qui profite ce basculement au Sud ? Il y a sûrement un lien à faire avec les syndicats sur ces questions.

- Avec la question du pouvoir d'achat, la directive retour etc, l'opinion publique va de plus en plus voir l'autre comme un ennemi, un concurrent –ce qui est déjà le cas avec les délocalisations-, que faire ? Face à ce constat pessimiste, ne faut-il pas chercher un nouveau modèle de développement basé sur la coopération, l'accès aux services publics... ?

-Aujourd'hui dans le champ de la solidarité internationale on fait des réponses indisciplinées car on n'a pas élaboré de cohérence globale. On débat, on réfléchit. La question qui se pose est de savoir si on fait des collages sur le système ou si on opère un changement de paradigme.

Sophie Bessis : synthèse

-A partir du début des années 1980 et de la crise de la dette, un des deux impératifs des plans d'ajustement structurel a été de restaurer la solvabilité des pays endettés.

-Le commerce international a été transformé de manière importante. Pour les accords commerciaux des années 1980, la non-réciprocité des avantages était acceptée. Dans ces années 1980 une rupture s'est opérée et nous sommes maintenant dans un système basé sur la réciprocité.

- Quel avenir des IFI ? Les nouvelles puissances en réalité n'en ont pas besoin. Ce ne sera pas un outil de leur hégémonie, alors que ça l'a été pour les vieilles puissances.

- Il y a un consensus sur les ruptures : un changement a eu lieu dans les années 1980. D'un capitalisme kéynésien on passe au libéralisme qui a renoué avec la première partie du XXème siècle avant la crise. La question qui se pose aujourd'hui : est-on dans une nouvelle rupture ? en poussant le bouchon : est-on en train de sortir du tout marché ? Le tout marché a montré qu'il était porteur de crises, de déstabilisation.

- On est dans une période de risques, période d'inter-règne, rupture du fait des rivalités 1) entre acteurs (cf vieilles puissances industrielles) 2) Nord / Sud 3) Sud / Sud car tous les intérêts ne sont pas les mêmes au Sud non plus.

- Le partage du gâteau fait partie de l'impensable du monde contemporain. Car personne n'est prêt au partage des richesses. Peut-on augmenter le gâteau pour garder notre part ? C'est un facteur du scénario à risques. Depuis 50 ans, nous sommes dans la société de consommation. Aujourd'hui : comment faire dans le « mieux » plutôt que dans le « plus » ?